



VIDÉO : La gouvernance par la dette

Par [Katerina Kitidi](#) et [Aris Chatzistefanou](#)

Mondialisation.ca, 20 septembre 2011

[agoravox.fr](#) 13 juillet 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Un documentaire intitulé Debtocracy - Chréokratia (Chréos est le mot grec pour « dette ») fait fureur en Grèce depuis la mise en coupe réglée du pays sous les fourches caudines du FMI. Voici une traduction de ce film qui explique les mécanismes de l'assujettissement d'un pays par ce que les économistes appellent la Dette Odieuse.

[Debtocracy International Version](#) par [BitsnBytes](#)

Documentaire de 75 minutes sous titré en français, espagnol et anglais.

Source originale : <http://www.debtocracy.gr/indexen.html>

Ce documentaire est en quelque sorte un « retour sur le futur » pour la plupart des pays endettés d'Europe, car la situation vécue par la Grèce est un scénario qui va se répéter dans tous les pays confrontés à l'impossibilité de rembourser une dette souveraine en croissance exponentielle.

Pour voir la version avec les sous-titres en français :

<http://www.youtube.com/watch?v=3z8f...>

Son echo a attiré de nombreux spectateurs de par le monde, dont certains ont laissé des commentaires regrettant qu'il ne soit pas disponible en d'autres langues que le grec, langue que je maîtrise.

Il m'a paru suffisamment édifiant pour valoir la peine d'être traduit et mis à disposition des lecteurs Français. Je retranscris donc ici une première partie du documentaire de Catherine Kitidi et de Harry Hadji-stéphanou.

Cette partie (qui ne correspond cependant pas au début du film) explique le concept de la Dette Odieuse, de son utilisation politique et raconte comment l'Equateur s'est sorti de ce piège en 2006.

Cette histoire commence dans les années 1920 avec Alexandre Sac, ministre du Tsar et spécialiste de droit. Après la révolution de 1917, Sack se retrouve à donner des cours dans les universités Européennes et des USA. En 1927 il présente une trouvaille lumineuse : la notion de Dette Odieuse.

Pour définir une Dette Odieuse, il faut réunir trois conditions :

- 1) La dette a été contractée par les dirigeants sans l'agrément ni l'approbation des citoyens.
- 2) Les fonds empruntés sont investis dans des biens qui n'ont pas profité aux citoyens ou au pays.
- 3) Le prêteur était parfaitement informé de ces faits mais sifflait en toute indifférence.

La proposition de Sack est perçue comme progressiste voire révolutionnaire. Dans la réalité ils servaient à cette époque les intérêts d'une grande puissance en construction : les USA. Les USA avaient créé un précédent à la théorie de la Dette Odieuse en 1898, époque où, victorieux de la guerre Hispano-Américaine, ils prennent le contrôle de Cuba. Le problème est qu'en prenant Cuba ils ont également acquis la dette laissée derrière lui par le colon espagnol.

La colonisation espagnole ayant duré 400 ans depuis que Colomb avait posé le pied en Amérique, la dette était assez considérable. Les USA décident que la dette de Cuba répond aux critères de la Dette Odieuse et refusent de la rembourser. Une semblable histoire s'est produite au Mexique quelques années avant. Quand l'armée démocratique détrône l'empereur Maximilien, les révolutionnaires décident que les dettes contractées par le souverain étaient Odieuses.

Maximilien avait emprunté des sommes considérables pour combattre les forces de l'opposition. Comme il devait beaucoup, tant envers ses prêteurs qu'envers le peuple mexicain, on l'a mis à dix pas et on l'a fusillé.

La plupart des exemples de Dette Odieuse du XIXe et XXe siècle concerne des pays d'Amérique du Sud. En réalité, derrière toutes ces cessations de paiement, on retrouve une puissance unique : les USA.

C'est cette puissance qui introduira aussi la Dette odieuse dans l'histoire du XXIe siècle. Décembre 2002. La maison blanche met la touche finale aux préparatifs d'invasion et d'occupation de l'Irak. Avant même que les armes ne parlent, les officiels préparent le jour suivant la chute de Saddam Hussein. Le département d'état sait qu'il devra gérer l'immense dette souveraine de l'Irak. C'est pourquoi il lui faut démontrer qu'elle constitue une Dette Odieuse. Il réunit donc une équipe de travail secrète qui organise l'avènement de l'équipe gouvernementale qui dès sa prise de pouvoir décrètera que le peuple Irakien ne doit pas rembourser la dette nationale. Tout est prêt pour l'attaque.

Eric Toussaint, président du CADTM (en français dans le texte) : « *Rappelez vous, en 2003 les Etats Unis avec leurs alliés envahissent l'Irak, c'est en mars 2003, et 3 semaines plus tard, le secrétaire au trésor des Etats Unis, convoque ses collègues du G8 a Washington et leur dit « la dette de Saddam Hussein est une Dette Odieuse. Son régime est un régime dictatorial, nous devons renoncer à récupérer cette Dette Odieuse, le nouveau régime qui va venir en Irak doit être libéré du poids de cette dette. George W Bush demandera à James Baker de persuader la communauté internationale que la dette de Saddam Hussein est Odieuse et que le dictateur gaspillait les sommes qui lui étaient prêtées en palais et en armes. Les experts ont établi que l'Irak devait des milliards de \$ à la France et à la Russie, en achat de missiles exocets, mirages F1 et Migs. Dans la réalité, le comportement de Saddam Hussein ne différait guère de celui des autres dirigeants. Les palais sont pour les peuples arabes l'équivalent des jeux olympiques : des démonstrations de puissance économique et d'organisation sociale. La diplomatie américaine finira par imposer que la*

dette de l'Irak et Odieuse et que le peuple Irakien ne doit pas la rembourser. Mais Washington se rend compte alors qu'elle ouvre l'outre d'Eole (donnée à Ulysse et contenant les vents selon l'Odyssée) et décide de cacher l'affaire sous le tapis.

Enfin les autres pays ont dit « Ok on supprime 80% de la dette Irakienne, au sein du Club de Paris », mais ils ont dit « n'utilisez pas officiellement la notion de Dette Odieuse » car si on l'utilise d'autres pays vont faire appel à la jurisprudence, par exemple le Congo va dire « la dette de Mubutu il ne faut pas la rembourser », les Philippines vont dire, « La dette du dictateur Marcos on ne veut pas la rembourser », l'Afrique du sud (...) donc pour éviter une extension de la notion de Dette Odieuse dans les années 2000 on a pris une solution Ad hoc qui concerne l'Irak. Mais pour nous, c'est clairement la démonstration que la doctrine de la Dette Odieuse s'applique. Les USA continueront à aider l'Irak à se débarrasser de ses anciennes dettes mais personne à Washington ne veut plus entendre les mots « Dette Odieuse ». Ainsi l'Irak est parvenue à annuler une grande partie des dettes souscrites par la dictature. Un autre pays a choisi de se confronter au FMI et de faire face à ses grands débiteurs par ses propres moyens. Il est parvenu à démontrer que sa dette est non seulement Odieuse mais aussi illégale et anticonstitutionnel. »

Raphael Correa, Président de l'Equateur : *« Nous mettons nos priorités nationales au dessus des intérêts internationaux. Quand l'heure viendra, si nous pouvons le faire, nous nous occuperons des intérêts internationaux mais la priorité d'abord à la vie et ensuite seulement à la dette. »*

L'Equateur pourrait être un des pays les plus riches de l'Amérique Latine. Mais à partir du moment où il a découvert du pétrole, le pays n'a connu que les dictatures, la pauvreté, la dette, et les tueurs économiques.

John Perkins, tueur économique : *« Mon vrai job consistait à faire souscrire des prêts à des pays étrangers, des prêts considérables, bien au-delà de ce qu'il leur était possible de rembourser. Par exemple, un milliard de \$ à l'Indonésie ou l'Equateur, et ce pays aura à redonner 90% du prêt à des entreprises US en contrats publics d'infrastructure. Des sociétés comme Halliburton ou Bechtel, qui construisent des infrastructures électriques ou des ports, ou des autoroutes, et cela ne sert que les quelques familles les plus riches du pays. Les pauvres héritent juste de l'énorme dette qu'ils ne peuvent pas rembourser. »*

En 1982, le FMI arrive en Equateur et un groupe d'expert représentant les créanciers du pays. L'Equateur s'engage à emprunter d'avantage pour régler ses dettes antérieures.

Hugo Arias, président de la cour des comptes de l'Equateur : *« C'était simplement un tribu permanent que l'Equateur devait payer aux pays du nord. Pour prendre un exemple, de la décennie 80 jusqu'en 2005, les intérêts de la dette ont représenté 50% du budget de l'état, atteignant 3 à 4 milliards de \$ annuels alors que les dépenses de santé n'en représentaient que 4%. 4 milliards pour les intérêts de la dette, 400 millions seulement pour la santé ! 800 millions pour l'éducation. Nous tuons notre propre population. »*

L'Equateur s'est révolté. La crise semblait sous contrôle quand Lucio Gutierrez a pris les choses en main et promet des réformes. Il se présente presque comme socialiste. Mais une fois aux affaires, il passe de nouveaux engagements auprès du FMI et impose une extrême rigueur.

Les citoyens décident qu'il doit partir, par le même moyen que les présidents Argentins : par hélicoptère. Le vice président Palacio, qui prend la succession, commence avec de bonnes intentions, mais se soumet bientôt à Washington. Le peuple se tourne alors vers le seul responsable à s'être opposé aux USA : Raphael Correa.

Corea a étudié l'économie en Europe et aux USA et sait comme on peut faire face au FMI et à la Banque Mondiale quand on a la volonté politique de le faire.

En 2005, quand il était ministre des finances, Raphael Correa a dit « *ce n'est pas normal que le supplément de revenu pétrolier qui arrive dans les caisses du pays reparte intégralement au remboursement de la dette. C'est injuste pour la population. 80% des revenus pétroliers doivent être destinés à améliorer les dépenses sociales dans l'éducation, la santé, la création d'emplois. Seuls 20% doit aller dans le remboursement de la dette* ».

La Banque Mondiale a dit qu'il n'était pas question qu'elle continue à prêter de l'argent à l'Equateur s'il maintient une telle loi. C'était clairement une immixtion de la Banque Mondiale dans les affaires intérieures de l'Equateur, ce que Raphael Correa a refusé. Il a préféré démissionner plutôt que de plier devant la BM. Ca l'a rendu extrêmement populaire. Il a préféré sa dignité à son poste.

Correa finit par devenir président de l'Equateur en 2006. L'une de ses premières décisions fut de limoger le représentant de la Banque Centrale, d'en chasser les représentants du FMI. Parmi eux, Bob Thra, qui viendra ensuite sévir en Grèce, s'était fait particulièrement détester par la population. Six mois plus tard, Corea fit un pas de plus en établissant une commission de contrôle internationale.

Eric Toussaint, président du CADTM : « *J'ai fait partie des personnes désignées par le président Correa pour faire partie de cette commission, il y avait 18 membres et 4 organes de l'état. Nous étions chargés d'auditer tous les contrats qui avaient entraîné l'endettement du pays entre 1976 et 2006. Nous avons travaillé 14 mois, nous avons analysé la dette sous forme de bons, les dettes à l'égard du FMI, de la BM et d'autres organismes internationaux et les dettes à l'égard d'autres pays, France, Japon, Allemagne et enfin les dettes publiques intérieures de l'Equateur. La bataille pour accéder aux documents fut terrible. Au ministère des finances, un de nos collaborateurs, Alexandro Olmos et moi-même avons été déclarés persona non grata. Les services du ministère des finances ont envoyé au ministre des lettres de plainte disant que Alexandro et moi-même avons fait du mal aux employés du ministère. Ca nous a fait rire, mais nous avons compris à quel point ce serait difficile quand nous avons été désigné comme les méchants de l'affaire.* »

En dépit des difficultés la commission a mené à bien sa mission et a constaté qu'une grande part des dettes étaient sous-évaluées. L'état a communiqué ces résultats aux citoyens.

Eric Toussaint, président du CADTM : « *En fait ce qui était important au niveau de la commission d'audit des finances de l'Equateur, c'est que tous nos travaux ont été rendus publics. Donc la population Equatorienne a été informée de pourquoi la dette qui avait été contractée par le gouvernement antérieur au cours notamment de l'année 2000 était frappée d'illégitimité.* »

Possédant les résultats de la commission, le gouvernement démontra que la dette était infondée et a bloqué 70% de son remboursement.

Hugo Arias : « Les créanciers se mirent à solder leurs parts de la dette à 20% de leur valeur et le gouvernement les a secrètement racheté. Avec 800 millions de \$ elle a racheté les 3 milliards de la dette. Ce fut une réduction très significative qui a permis de changer les conditions de vie du peuple. »

Eric Toussaint : « Il faut aussi compter dans l'économie faite par l'Equateur les intérêts qu'il aurait fallu payer jusqu'en 2012 ou 2030. Et si on prend tout en compte c'était une économie de plus de 7 mille millions de dollars pour l'équateur, donc une économie très importante pour le pays, qui a permis au gouvernement d'augmenter de façon très importante les dépenses d'éducatons, de santé, de création d'emploi et l'amélioration d'infrastructures. »

En Grèce, les historiens, les économistes et les analystes débattent quotidiennement de la façon avec laquelle nous allons faire face à la dette. Il reste cependant une question que peu se posent. Le peuple grec est-il véritablement redevable de tout ce qu'on lui demande de rembourser ?

Eric Toussaint : « La dette plus récente de la Grèce, je dirais que c'est une dette frappée d'illégalité et d'illégitimité. Alors quels sont les signes de ça ? Et bien, quand les autorités d'un pays reçoivent des pots-de-vin de la part de sociétés transnationales, et c'est le cas de Siemens, qui, avec sa filiale Siemens Hellas, a distribué de l'argent, des pots-de-vin, à des responsables, à des ministres, à des hautes fonctionnaires, depuis plus de 10 ans, pour gagner des contrats, là on peut dire qu'il y a une marque d'illégalité et d'illégitimité. Et que ces dettes là doivent être remises en cause, c'est absolument évident pour moi. »

La justice grecque s'est montrée timorée dans l'affaire Siemens et très lente dans d'autres cas de transactions passées dans le dos du peuple grec et qui ont augmenté le poids de la dette qui repose sur ses épaules. Avec les transactions de swaps effectuées en 2001, le gouvernement a hypothéqué l'avenir afin de maquiller le présent avec un bien meilleur bilan factice. Elle a fait artificiellement baisser la dette du pays en convertissant un prêt en Yen en Euro et en se basant sur un taux de change passé. Pour aider à faire cette cuisine, c'est Goldman Sachs qui a mis la main à la patte, empochant au passage des millions dans ce deal.

Mark Kirk, Sénateur US : « Je suis particulièrement concerné par le rôle joué par les institutions financières US, en particulier Goldman Sacks, qui, quand la Grèce s'est trouvée droguée au crédits, Goldman a joué le rôle du dealer de Crack. »

L'astuce a fait illusion pendant de nombreuses années, et les élites politiques grecques ont montré qu'elles savaient récompenser leurs partenaires. Ils reprirent de nouveau Goldman Sacks comme conseillers en laissant l'ardoise aux citoyens.

Jean Quatremer, journaliste à Liberation : « La Goldman Sack a conseillé le gouvernement grec d'une main et de l'autre main attaquait le gouvernement grec. »

Le scandale est découvert en 2010. Quelques jours avant, un ancien employé de Goldman Sacks avait été nommé à la tête de l'organisme de gestion de la dette nationale grecque.

Jean Quatremer : « Embaucher quelqu'un qui a été chez Goldman Sacks, c'est comme

embaucher un criminel pour surveiller votre maison... Quelqu'un qui est un braqueur de banque, vous l'embauchez pour surveiller votre maison. Là c'est la même chose. Effectivement il connaît bien les opérateurs et sait comment empêcher quelqu'un d'entrer dans votre maison, mais objectivement, le risque est bien plus grand qu'un jour il profite de votre absence pour tout piquer. Qu'est-ce qui me garantit que ce personnage qui est passé chez Goldman Sacks va gérer de façon optimale les affaires grecques ? »

Un bon nombre de pays critiquent la Grèce pour ses errements avec Goldman Sacks, mais ce sont les mêmes qui utilisent leurs relations avec le gouvernement grec pour fourguer leur armes et systèmes de défense au pays.

Zara Vangenkecht, porte parole de Die Linke : *« Quand l'Allemagne s'est rendue compte de la position de la Grèce, il y a un an de cela, le mot d'ordre a été de ne pas arrêter les exportation d'armements allemands. La Grèce devait économiser sur les retraites, et les services publics mais pas sur l'armement. Cela montre l'implication de certains intérêts. Le gouvernement allemand se comporte comme le protecteur des fabricants d'armes allemands et de l'industrie de l'exportation. Ils veulent que les exportation continuent en dépit de la crise. »*

Daniel Cohn Bendit (Eurodéputé vert) : *« On est quand même hypocrites ! Ces derniers mois la France a vendu 6 frégates à la Grèce pour 2 milliards et demie d'Euros, des Hélicoptères pour plus de 400 millions, des Rafales à 100 millions l'unité. Mon « espionnage » ne m'a pas permis de dire si c'est 10 ou 20 ou 30 Rafales. Ca fait presque 3 milliards ! L'Allemagne a vendu 6 sous-marins, pour 1 milliard dans les prochaines années. Mais on est complètement hypocrites ! On leur donne de l'argent pour acheter nos armes ! »*

Face à l'hypocrisie européenne, des reculades coupables complètent les décisions criminelles. Toujours au prétexte du bien de la nation, cette nouvelle Grande Idée (nom d'un projet nationaliste avorté) a laissé derrière elle des friches immobilières en ruine et des dettes immenses.

George Voulgarakis, ministre des finances : *« Nous avons dépensé des sommes considérables, le double de ce qui a été dépensé à Sydney. Le cout final ne sera connu qu'à la fin des jeux Olympiques. »*

C-STAN TV : *« Vous avez parlé de 1,2 milliard de \$ pour la sécurité. D'où vient tout cet argent ? »*

George Voulgarakis : *« Nous avons cet argent. »*

C-STAN TV : *« C'est de l'argent grec ou ce sont des fonds provenant du comité olympique ou bien encore des USA ? »*

George Voulgarakis : *« Nous parlons d'argent Grec. Sans doute est-ce plus que ce que nous pouvons fournir mais il ne s'agit que de sécurité. »*

Eric Toussaint : *« On a fait des dépenses somptueuses, tout à fait exagérées, payées par la population grecque, parce que pour rembourser les dettes contractés pour réaliser ses jeux*

olympiques, on utilise une grande partie des impôts payés par les citoyens grecs. Il est tout à fait normal que les citoyens grecs demande qu'on fasse une analyse très claire de pourquoi le budget des jeux olympiques a explosé et à quoi les dépenses ont servies. »

Les JO et les rapports avec les entreprises comme Siemens et Goldman Sacks ne représentent que la partie émergée de l'iceberg de dettes qui reposent sur les citoyens. Il existe cependant des malversations bien plus importantes qui ne concernent pas seulement la Grèce, mais tous les pays de la périphérie de l'Europe.

Constantin Lapavitsas professeur d'économie : *« Toutes les règles ont elle été respectées dans les procédures aboutissant à la monétisation de la dette souveraine grecque ? Y a-t-il des conflits d'intérêt dans le rôle joué par les banques dans la vente tant sur le premier que le second marché des bons de la dette grecque ? Qui sont ces banques ? Comment et selon quelles conditions ont elles été impliquées dans ces transactions ? »*

Zara Vangenkecht, porte parole de Die Linke : *« Une part importante des dettes souveraines de la zone Euro est monétisée. Et cela résulte d'une politique menée à l'encontre de l'intérêts des peuples. C'est pour financer cela que les citoyens payent. »*

L'exemple de l'Equateur nous a montré que les circonstances illégales dans lesquelles la dette a été générée peuvent être dévoilées par une commission d'enquête d'économistes.

« Pourquoi ne nous dit-on pas clairement de quoi est constitué cette dette ? Quel est son montant ? Et comment a-t-elle été générée ? Et auprès de qui nous sommes endettés ? C'est pour répondre à ces questions qu'il est urgent et impératif de créer une commission aux comptes chargée de cerner précisément la nature de cette dette. C'est pourquoi je dis que nous ne pouvons nous contenter des mensonges des banques, du gouvernement ou des perroquets qui sont payés pour répéter ces discours creux. »

Mais qui va créer cette commission de contrôle ? Et comment nous assurer qu'il ne s'agira pas encore d'une énième commission parlementaire constituée des mêmes personnes qui ont généré la situation actuelle ?

Constantin Lapavitsas : *« Ca ne peut pas s'agir une simple commission d'experts. Car si il ne s'agit que d'une commission d'experts nommés par le gouvernement, même il fait venir des experts étrangers, même si il y a des représentants de la société civile, il y a le danger qu'ils soient orientés. »*

Hugo Arias : *« Il n'y a que le peuple qui soit légitime pour demander une commission des comptes. C'est pourquoi il est primordial de sensibiliser tout le peuple pour qu'il se mobilise afin de demander cet audit. »*

Eric Toussaint : *« Dans la situation grecque, effectivement, comme le parti de la Nouvelle Démocratie (droite) ou le Pasok (socialiste) ont bénéficiés eux-mêmes d'avantages en endettant le pays depuis une quinzaine d'années, il est certain que ces partis voient très mal de faire un audit car leur responsabilité va être démontrée aux yeux du public. Donc ce qu'il doit se passer c'est que l'opinion publique grecque doit se mobiliser, des organisation doivent aussi se mobiliser, des syndicats, la magistrature grecque, des intellectuels, des artistes... Les gens doivent faire connaître leur avis et faire monter la pression sur le pouvoir*

politique. »

Depuis mars, une équipe de personnes d'horizons politiques et professionnels variés, a lancé une initiative pour la création d'une commission d'enquête chargée d'auditer la dette grecque.

Des professeurs, des journalistes, des artistes ou des syndicaliste du monde entier ont soutenu cette initiative. La commission devra dire quelle part de la dette est illégitime et illégale et établira, en se basant sur le droit grec et international, que le peuple grec n'est pas obligé de rembourser cette part de la dette.

Cependant la décision demeure dans les mains des politiques et no des économistes. Quand bien même la dette serait légitime, aucun gouvernement na le droit d'assassiner sa population pour servir les intérêts des créanciers.

Constantin Lapavitsas : *« Même si il était démontré que l'intégralité des 350 milliards d'Euros de la dette souveraine grecque étaient légitimes, ce qui ne sera pas le cas, la Grèce ne pourrait de toute façons pas l'honorer. Il faudra donc l'effacer. Si le poids de la dette impose le démantèlement des hôpitaux, de l'éducation, des routes, dans ce cas c'est le cout social qui deviendra insupportable. En substance, le gouvernement dit qu'il va se mettre en défaut de paiement vis-à-vis des citoyens grecs. Je ne comprends pas comment un gouvernement socialiste, élu démocratiquement, peut décider de faire défaut à ses citoyens plutôt qu'aux institutions financières. Il n'y a pas d'autre choix, dans les décennies qui viennent, que de ne pas honorer la dette car elle est basée sur le néolibéralisme. Et le comportement néolibéral était un crime contre l'humanité. Personne n'a l'obligation de payer cette dette, parce que cette dette a été accumulée à travers un fonctionnement vicieux du marché. »*

Constantin Lapavitsas : *« Il est odieux de payer une Dette Odieuse. »*

La création d'une commission d'enquête économique n'est pas une finalité. Ce n'est qu'une arme politique dans une bataille plus vaste d'une guerre où s'affrontent depuis des siècles des forces antagonistes pour la maitrise du système. Même si nous effaçons cette dette, la dette renaîtra de ses centres.

Constantin Lapavitsas : *« Ce sera une arme dans une confrontation idéologique et politique. La dette est une arme également. »*

Eric Toussaint : *« N'ayez surtout pas peur, en tant que Grecs de revendiquer vos droits dans l'UE, par rapport au gouvernement grec. C'est fondamental, c'est en se battant qu'on fait respecter ses droits. C'est pas en se soumettant au diktat des créanciers. Regardez la Tunisie, regardez l'Egypte. C'est quand une population se met en action qu'elle peut réellement changer une situation. »*

Source du texte : <http://www.agoravox.fr/tribune-libr...>

Articles Par : [Katerina Kitidi](#) et
[Aris Chatzistefanou](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca